

## Tunis 2013 : un forum social mondial pour la dignité, la solidarité et la justice sociale

**Le forum social mondial (FSM) est un moment de convergence pour les mouvements sociaux et citoyens qui inscrivent leur action dans une perspective altermondialiste. Attac France et le réseau des Attac du monde y voient l'occasion de penser l'évolution de la situation mondiale, de renforcer les mobilisations, les luttes et les alternatives que nous portons. Nous revenons dans ce dossier spécial sur les principaux enjeux de ce Forum : la stratégie des mouvements dans un contexte de crises, l'évolution des printemps arabes, le nouveau cycle de luttes et de révolutions, le processus des forums sociaux mondiaux.**

Depuis le 6 février dernier et l'assassinat du très respecté militant de la gauche politique Chokri Belaïd, la Tunisie se trouve plongée dans une crise politique interne qu'on n'avait plus connue depuis le 14 janvier 2011. Un nouveau cycle de contestations s'est ouvert dans le pays. Dès le 8 février, le peuple tunisien a massivement pris la rue pour refuser l'escalade de la violence, avec des manifestations qui ont mobilisé bien au-delà des cercles habituels de la gauche critique de la « Troïka ». Accueillir le forum social mondial à Tunis est sans aucun doute un défi pour toute la société civile tunisienne. Un défi technique bien sûr, car l'organisation d'un événement politique accueillant des dizaines de milliers de personnes pendant près d'une semaine l'est toujours, mais surtout un défi politique majeur pour les mouvements tunisiens dans le contexte actuel.

### Solidarité du Sud vers le Nord

Pourtant, réunies dans la ville balnéaire de Hammamet du 15 au 17 février dernier, les organisations du Conseil international des Forums sociaux mondiaux, du Comité de pilotage du Forum social maghrébin et du Comité d'organisation tunisien ont choisi de réaffirmer avec force leur choix de la capitale tunisienne pour tenir le 12<sup>ème</sup> FSM depuis la première édition organisée à Porto Alegre en 2001. Plus que jamais en effet, les activistes tunisiens et de tout le monde arabe veulent appeler à l'expression de la solidarité internationale et souhaitent que le FSM de Tunis permette de réactiver l'espoir formidable qu'aucune oppression n'est immuable, ce qu'ont montré les révoltes des peuples tunisien, égyptien et libyen, notamment.

Alors que la crise économique, sociale et écologique frappe les peuples européens avec violence, et que ceux-ci font désormais l'amère expérience de l'ajustement structurel, la solidarité internationale pourrait également s'exprimer du Sud vers le Nord : la rencontre et le dialogue entre mouvements sociaux et citoyens engagés dans la résistance au modèle capitaliste néolibéral pourraient leur offrir un souffle et de nouvelles opportunités de luttes communes.

### Des révolutions fragiles

Par la diversité des questions que posent les mouvements sociaux et citoyens de Tunisie et du monde arabe, par l'importance historique des processus qu'ils ont ouverts depuis janvier 2011, enfin par la profondeur des conflits qui traversent la région, la réussite du forum social mondial de Tunis est l'affaire de toutes et de tous, associations, syndicats, mouvements sociaux, intellectuels, artistes... engagés pour la construction d'un monde juste et solidaire. D'abord parce que réduire l'alternative politique offerte aux peuples des révoltes arabes à un inéluctable affrontement meurtrier entre laïcs et islamistes constitue une impasse théorique comme politique. Attac a soutenu de longue date les forces de contestation actives en Tunisie (associations et militants pour la défense des droits humains, associations féministes, syndicalistes, grévistes et jeunes du bassin minier du centre du pays...) dans les heures les plus sombres de la répression. Et beaucoup des forces associatives et syndicales, des intellectuels et des militants que nous avons soutenus sont aujourd'hui engagés dans un affrontement avec les islamistes, notamment du parti Ennahda, dans un contexte local de compétition pour le pouvoir politique.



Le soutien d'Attac et de toutes les forces altermondialistes à cette opposition civile et politique s'inscrit dans cette histoire de solidarité avec toutes les luttes pour la démocratie, pour le respect des droits humains et contre tous les projets politiques inspirés des dogmes néolibéraux qui contribuent depuis trente ans à l'épuisement des ressources naturelles de la planète, à la mise en compétition des hommes et des femmes et à la privatisation des biens communs de l'humanité par une minorité infime.

Mais, à l'évidence, transposer sur les nouvelles démocraties issues des révoltes arabes des catégories de pensée et d'analyse établies dans des contextes historiques bien déterminés ne permet pas de comprendre les situations tunisienne, égyptienne, libyenne ou syrienne. Les forces « islamistes » comme « laïques » sont multiples et contradictoires, traversées par des logiques et des alliances très volatiles, au plan national, régional ou international.

La cristallisation du débat public tunisien sur cet affrontement ne doit pas nous faire oublier les raisons qui ont présidé au soulèvement des peuples et en particulier de la jeunesse : la demande de justice sociale et la fin des systèmes de prévarication en place, seule garante d'une égalité réelle face à l'État et l'administration publique. Ces demandes restent au cœur des préoccupations populaires en Tunisie comme en Égypte, et les mouvements qui ont suivi, en Espagne, en Grande-Bretagne, aux États-Unis, au Chili, au Canada, au Sénégal... leur ont donné une profondeur historique et mondiale.

### L'invention d'un projet méditerranéen alternatif

Ces questions, celles des droits économiques et sociaux, celles des modèles de développement, de la justice écologique, de la résolution des conflits qui déchirent la région (au Sahara, en Palestine, en Syrie...), celles de la place de la jeunesse dans les processus de transition démocratique, de l'accès au savoir et à l'information, de l'usage de l'art et de l'expression culturelle dans les luttes politiques et sociales... marquent très majoritairement les 1500 activités proposées au programme du FSM de Tunis. Ce sont ces préoccupations des peuples que le forum social mondial permettra d'exprimer et de traduire en résistances et en luttes.

Ce Forum sera bien sûr l'occasion d'approfondir les travaux sur les thématiques récurrentes des forums sociaux : la lutte contre les discriminations et les droits des migrants, la justice climatique (autour d'un « Espace Climat » porté par plusieurs dizaines de mouvements sociaux des cinq continents), les guerres, les biens communs, la lutte contre la corruption et la prévarication, les droits économiques, sociaux et culturels, l'annulation de la dette et la réforme de la « gouvernance mondiale », etc.

Mais Tunis 2013 devrait également marquer l'émergence de nouvelles thématiques directement liées à la région Méditerranée : les accords de partenariat entre l'UE et les pays de la région Maghreb-Mashreq (et l'invention d'un projet méditerranéen alternatif

que pourraient porter ensemble les mouvements sociaux et citoyens des deux rives), les délocalisations, en particulier dans le secteur des télécoms, les grands projets inutiles et imposés, etc.

### Les « nouveaux mouvements » formés dans le sillage des révoltes arabes

Le Forum social de Tunis sera en outre sans aucun doute l'occasion d'accorder plus de place au problème de la précarité : des diplômés-chômeurs de Gafsa, Sidi Bouzid ou Kasserine aux étudiants surendettés d'Occupy Wall Street, en passant par les jeunes Grecs ou Espagnols à l'avenir assombri, les mobilisations de 2011 ont été portées par des précaires et ont mis en avant la figure de l'individu endetté.

La reconnaissance de la jeunesse et de son rôle politique dans la formation des transitions politiques et la mise en place d'institutions démocratiques et centrées sur la justice sociale devrait également être au centre des débats. Des milliers de jeunes Tunisiens et Tunisiennes camperont ainsi au cœur du campus *El Manar* ; un espace dédié aux assemblées proposées par les mouvements des indignés, Occupy, Via22... permettra la rencontre et l'expression de ces « nouveaux mouvements » formés dans le sillage des révoltes arabes, et dont l'insertion dans le processus des Forums sociaux apparaît comme un enjeu clé pour son avenir.

Attac s'engage donc dans le FSM de Tunis dans une perspective de solidarité profonde et active avec tous les peuples qui luttent depuis 2011, au Maghreb, au Machreq et ailleurs dans le monde pour la dignité (mot d'ordre choisi par le Comité tunisien et le Comité de pilotage maghrébin pour ce FSM). Mais c'est aussi avec la conviction résolue que ce FSM contribuera à raffermir et amplifier les alliances, les initiatives et les combats déployés depuis quatorze ans contre le capitalisme néolibéral et tous ses avatars. ■

## Principales dates

**24-30 mars**  
3<sup>ème</sup> Forum mondial des médias libres.

**25-26 mars**  
3<sup>ème</sup> Forum sciences et démocratie.

**25 mars**  
Journée pour la justice sociale de l'eau.

**26 mars**  
Assemblée des femmes, marche d'ouverture du forum social mondial.

**27-29 mars**  
Activités auto-organisées, espaces thématiques, assemblées de convergence pour l'action et activités culturelles.

**30 mars**  
Clôture du FSM, marche pour le peuple palestinien et la Journée de la Terre.

Toutes les infos sur : [www.fsm2013.org](http://www.fsm2013.org)

# Un « espace climat » pour reprendre la main

Chaque année est l'occasion d'enregistrer de nouveaux records de température et d'émissions de gaz à effets de serre, et un lot toujours plus important d'événements climatiques extrêmes sans précédent.

Dans le même temps, les rapports accablants sur les causes, l'ampleur et les effets du réchauffement climatique global s'empilent. Et pourtant, rien n'y fait. Les États et l'ONU cumulent les conférences internationales sans qu'aucune décision à la hauteur des enjeux ne soit prise. Pire, ils contribuent à détricoter les quelques rares dispositifs existants. Et ils étendent l'emprise de la finance<sup>1)</sup>, des multinationales et des technologies destructrices (OGM, biologie de synthèse, agrocarburants, géo-ingénierie...) sur nos vies et la planète. Face à la crise climatique, ils préconisent la mise en œuvre d'une « économie verte »<sup>2)</sup> qui revient à appliquer les recettes, mécanismes et politiques à l'origine de la multiple crise actuelle.

## Un modèle énergétique obsolète

Nous perdons de trop nombreuses batailles dans le combat pour la justice climatique. À tel point que nous pouvons avoir l'impression d'être assez démunis face au sentiment d'impuissance que suscitent les défis climatiques, jugés bien souvent trop éloignés et trop abstraits. Contribuant à plus de 400 000 morts par an, les dérèglements climatiques frappent aux quatre coins de la planète et le chaos climatique menace. Plutôt que de laisser dans le sol deux tiers des réserves actuelles d'énergie fossiles comme le préconise l'Agence internationale de l'énergie<sup>3)</sup>, les gouvernements et les multinationales continuent de forer toujours plus profond pour extraire des énergies fossiles et maintenir coûte que coûte un modèle énergétique obsolète.

Pourtant, depuis leurs territoires, leurs lieux de vie, de travail ou de production, à travers leurs communautés locales et leurs organisations, des hommes et des femmes résistent et se dressent contre ces logiques criminelles. Ici contre l'extraction de pétrole et de gaz non conventionnel et contre l'accapare-

ment des terres, là contre un grand projet inutile, ces résistances sont diverses et souvent l'occasion d'expérimenter des pratiques alternatives grandeur nature : agroécologie, souveraineté alimentaire, relocalisation des activités, circuits courts de production et de distribution, éco-habitat, ralentissement des rythmes de vie, pratiques de sobriété et d'efficacité énergétiques, ... Sans pour autant changer durablement la donne.

## Redéfinir une stratégie collective

C'est pourquoi plus d'une quinzaine d'organisations internationales, parmi lesquelles l'alliance paysanne internationale de la Via Campesina, des syndicats, des réseaux de migrants (Migrants Rights International), des organisations écologistes (Ecologistas en Accion, Global Forest Coalition, Environmental Rights Action, etc.), Attac France et de nombreux partenaires (Focus on the Global South, Transnational Institute, Alternatives International, GRAP, etc.) ont décidé de préparer et promouvoir un « Espace Climat » lors du prochain forum social mondial. L'idée est simple : travailler ensemble, de façon horizontale et en mélangeant les acteurs, anciens et nouveaux, en liant les luttes sociales avec les luttes environnementales, en regroupant les syndicats, paysans, femmes, indiens, migrants, organisations communautaires, indignés, mouvements Occupy, Idle No More et les activistes pour le climat pour obtenir des victoires concrètes. À partir de toutes ces luttes et alternatives, il s'agira donc de redéfinir une stratégie collective et d'entamer un long processus d'accumulation de forces qui puissent renverser le cours des choses. ■

Pour suivre l'Espace Climatique :

- \* un site avec toutes les informations : [www.climatespace2013.org](http://www.climatespace2013.org)
- \* sur Twitter : @ClimateSpace et #climatespace
- \* sur Facebook : [www.facebook.com/ClimateSpace2013?ref=hl](http://www.facebook.com/ClimateSpace2013?ref=hl)
- \* contacter les organisateurs : [climatespace.tunis@gmail.com](mailto:climatespace.tunis@gmail.com)

1) Voir la déclaration « Il est temps de mettre fin au marché carbone européen » [scrap-the-euets.makenoise.org/francais/](http://scrap-the-euets.makenoise.org/francais/)  
2) Lire *La nature n'a pas de prix, les mépris de l'économie verte*, Attac, éd. Les Liens qui libèrent, 2012  
3) World Energy Outlook, 2012, <http://minilien.fr/a0m6h2>



# Convergence des luttes contre l'austérité

L'Europe connaît une crise sans précédent. Une crise sociale, économique, écologique, placée sous le signe de la dette. Les États européens, surendettés, incapables de financer leurs dépenses publiques, devraient désormais se résigner à appliquer les mesures nécessaires préconisées par les institutions financières internationales.

Ce type de « cures » a longtemps été imposé aux États du Sud par leurs créanciers. À partir des années 1980, la hausse des taux d'intérêt, impulsée par la Réserve fédérale américaine, a étranglé les finances publiques des pays en développement. Le Mexique fut le premier, en 1982, à avoir recours à un « plan de sauvetage » du Fonds monétaire international (FMI). Le premier d'une longue liste (dont le Brésil, la Turquie, la Russie, l'Argentine) qui subirent des réformes radicales : réduction des dépenses publiques, réformes en faveur des multinationales et reculs considérables en termes de droits sociaux.

La Tunisie, où se déroule cette année le forum social mondial, n'a pas été épargnée : en 1985, la Banque mondiale, le FMI et la France imposaient un programme d'ajustement structurel dans la droite ligne des « cures d'austérité » imposées partout dans de nombreux pays pour assurer le paiement des intérêts de la dette.

Presque trente ans plus tard, c'est aujourd'hui l'Europe qui est frappée par la loi des plans d'ajustement structurel. À commencer par la Grèce, sous le coup d'un « sauvetage » du FMI, de la Banque centrale européenne et de la Commission dès 2010. Avec en contrepartie les mêmes recettes, et donc les mêmes conséquences : paupérisation massive de la population, explosion du chômage et des inégalités, récession... Les recettes appliquées en Grèce ont été généralisées aux autres pays européens au nom de la « rigueur budgétaire ». Le nouveau traité européen, entré en vigueur en 2013, oblige désormais les États de la zone euro à présenter un budget en équilibre. Il resserre davantage les critères de Maastricht, et impose de nouvelles coupes dans les budgets publics pour rassurer les marchés financiers.

## Se mobiliser contre l'austérité

À l'heure de la crise européenne, nous, Européens, nous devons regarder vers le Sud. Non seulement pour comprendre les conséquences néfastes des plans d'ajustement structurels appliqués en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie – au plus grand bénéfice des créanciers et au mépris des populations.

Mais pour tirer des leçons de mouvements populaires qui ont permis de renverser le rapport de force entre les créanciers et les populations.

Ce fut le cas en Amérique latine, avec l'émergence de gouvernements progressistes qui ont été poussés, sous la pression de mouvements populaires, à renégocier le fardeau de la dette, dont une partie avait été reconnue comme illégitime. Ce fut aussi le cas dans les pays du Maghreb, où les révoltes de 2011 ont permis de renverser des régimes fondés sur une « debtocratie », gouvernements où la dette publique, causée par l'incurie d'une minorité, justifiait la paupérisation généralisée.

En Europe, la crise sociale n'a jamais été aussi intense qu'aujourd'hui : le chômage touche un cinquième de la population active et la moitié des jeunes dans les pays d'Europe du Sud. Les mesures annoncées par les institutions et gouvernements européens, inféodés aux diktats des marchés financiers, n'annoncent aucune éclaircie, sinon l'accentuation de la récession et de nouvelles attaques contre les droits sociaux. Dans ce contexte, plus que jamais nous, Européens, devons nous inspirer des mouvements populaires qui ont émergé dans les pays frappés le plus durement par les plans d'ajustement structurel.

## Du FSM à l'Altersommet

Ces mouvements, ces révoltes populaires et citoyennes nous précèdent. Leurs luttes citoyennes et politiques ont su, en Islande comme en Argentine, renverser le rapport de force et imposer les exigences écologiques, démocratiques et sociales contre les logiques financières du remboursement de la dette et de l'austérité.

Les mouvements sociaux européens, qui se feront entendre à l'occasion de l'Altersommet début juin à Athènes, doivent tirer des leçons de ces expériences. Ils participeront au forum social mondial à Tunis : pour apprendre, échanger, et mieux comprendre comment sortir du piège néolibéral de la dette et de l'austérité. ■



## Des forums sociaux aux Occupy

L'un des enjeux de ce forum social mondial, c'est de parvenir à faire le lien entre les acteurs de l'altermondialisme des années 2000 et les « nouveaux » mouvements de la décennie qui s'ouvre. Les acteurs des révolutions et insurrections en cours au Maghreb, au Mashreq comme au Proche et au Moyen-Orient seront bien entendu au cœur de ce forum. La première journée est même dédiée aux activités qu'ils organiseront.

Il s'agit également de construire des échanges, et pourquoi pas des perspectives d'actions communes avec les acteurs des mouvements et dynamiques des Indignés, d'Occupy Wall Street, de Y'En a Marre, du « Printemps Érable », des étudiants chiliens, etc. Plusieurs rencontres communes ont déjà eu lieu, dans lesquelles Attac a été directement impliquée. Ainsi, au Sommet des peuples (Nice, automne 2011), plusieurs dizaines d'Indignés, quelques militant-

e-s d'Occupy Wall Street et Occupy London ou encore de Y'En a Marre avaient tenu de longues assemblées, aux côtés de Tunisiens et d'Égyptiens. Les échanges se sont prolongés, quoique de manière plus restreinte, lors du Forum de Porto Alegre (janvier 2012) préparatoire au Sommet des peuples de Rio +20.

Le comité d'organisation du FSM de Tunis s'est engagé à faciliter la participation massive des acteurs et actrices

de ces mouvements. Un programme assez dense est ainsi prévu, sous diverses « bannières » - Global Square, ou encore InterOccupy.

Ainsi, chaque jour que durera le forum, une assemblée ouverte permettra à « tous les Tunisiens et tous les participants au FSM de discuter de leurs luttes quotidiennes pour la dignité ». D'autres ateliers sont également prévus :

\* une session sur les outils collaboratifs et les médias libres,

\* une session sur les techniques et méthodes de facilitation des réunions et des assemblées fonctionnant par consensus,

\* une discussion sur les liens entre ces « nouveaux » mouvements et les « formes syndicales des pays de la périphérie », dont l'ambition est de préfigurer un éventuel réseau qui s'inspirerait de l'expérience des Wobblies (Industrial Workers of the World - [www.iww.org](http://www.iww.org)).

De son côté, Attac France organise un séminaire intitulé « Des Forums sociaux aux Occupy : un altermondialisme 3.0 ? » qui permettra de prolonger ces discussions, et s'inscrit, plus globalement, dans les débats actuels sur le futur du FSM et de son Conseil International. Ces ateliers et assemblées s'inscrivent tous dans la dynamique « Tunis étendu », il sera donc possible de les suivre à distance. ■

### D'un retournement l'autre

Comédie sérieuse sur la crise financière en quatre actes et en alexandrins.

« Vos actes sont parlants, surtout leur hiérarchie qui disent quel est l'ordre dans lequel les gens sont servis : d'abord les créanciers, le peuple s'il en reste, voilà en résumé la trahison funeste »

Le Nouveau deuxième conseiller au premier ministre, D'un retournement l'autre, acte IV, scène 3. En partenariat avec Attac France, les Compagnies Fractal Julia et Ultima Chamada donneront plusieurs représentations de la pièce de Frédéric Lordon « D'un retournement l'autre » à Tunis pendant le FSM.

Depuis sa création en 2005, la Compagnie Ultima Chamada conjugue son objectif artistique avec l'engagement de l'équipe qui la constitue (comédiens, musiciens, techniciens), attestant d'une volonté d'ouverture sur



DR - Ultima Chamada

la société civile, tant par les thématiques abordées, sociales ou économiques et leur portée politique, que par les actions mises en place telles que les débats avec le public qui seront proposés conjointement avec Attac France après les représentations.

Créée à Paris en mars 2012, sur le thème de la crise financière et du jeu de pouvoir entre les acteurs économiques et politiques, la comédie de Frédéric Lordon, écrite en alexandrins, invite le spectateur à un décryptage des mécanismes économiques, légaux ou détournés,

ainsi que des influences qui ont conduit à la situation de crise actuelle.

Mais le spectacle s'adresse surtout à la société civile, soucieuse et responsable, et contribue, par son aspect pédagogique, à une première étape préalable à toute mobilisation contre le capitalisme sauvage et l'obscurantisme qui l'accompagne. Répondant au besoin d'un large public de comprendre ce phénomène de crise « pervasive » à l'échelle mondiale et proposant une véritable démonstration de ses causes et de leurs effets, les débats s'orienteront sur l'impact de la crise en Europe et dans les pays méditerranéens et les dynamiques porteuses d'alternatives et de mobilisations. Mise en scène par Luc Clémentin, et soutenue par le Conseil régional d'Île-de-France dans le cadre de la Permanence artistique, cette pièce s'adresse à ceux qui ont envie de mieux comprendre la crise mondiale en ouvrant le débat sur le contexte économique bien particulier de la Tunisie et des printemps arabes... On vous y attend nombreux. ■

## « Nous refusons la dette car nous voulons une autre économie »

Fathi Chamkhi, porte-parole de RAID-Attac Tunisie est venu en France à l'invitation du collectif de mobilisation pour le FSM en région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il est intervenu à Marseille, Château-Arnoux et Aix-en-Provence où près de cent cinquante personnes ont assisté à la conférence qu'il a donnée le 21 février. Extrait.

« La dette, pour laquelle une énergie incroyable est déployée en vue de la cacher, a un rôle fondamental dans la situation tunisienne actuelle. C'est une question taboue car précisément c'est une question stratégique. Pour comprendre cette question, il faut savoir que deux monnaies coexistent en Tunisie. La première, le dinar, est une monnaie faible qui n'a de valeur que localement. La seconde, l'euro ou le dollar, est une monnaie forte. Derrière ces deux monnaies, il y a deux économies : la première, locale, nationale et populaire, est dominée par une autre économie, celle de la domination impérialiste et coloniale. Cette autre économie, que j'appelle néocoloniale, représente aujourd'hui les deux tiers des exportations tunisiennes. À ce titre, les entreprises étrangères représentent une part très importante des emplois et de l'investissement. Aujourd'hui, alors qu'un processus révolutionnaire est en cours, cela n'a pas changé : cette économie est toujours là, mais on ne la voit pas. Cette donnée est essentielle pour comprendre la situation tunisienne. Les Tunisiens croient que c'est une question uniquement tuniso-tunisienne et évacuent toutes les causes extérieures (globalisation, mondialisation...). Ainsi, le Fonds monétaire international (FMI) est présenté

comme un ami qui vient à notre secours. De même, quand la représentante de l'Union européenne, Catherine Ashton, arrive chez nous les bras ouverts, la population ne réalise pas qu'elle est en même temps en train de faire des plans assassins vis-à-vis de la Tunisie. Pour autant, les Tunisiens sentent bien qu'il y a des forces derrière tout cela ; ils parlent d'ailleurs d'un « gouvernement de l'ombre ». On le voit bien à propos de la question sur la dette. Dans une situation aussi dramatique, le gouverneur de la banque centrale tunisienne, censé être l'avocat du peuple tunisien, nous annonce sans honte que la Tunisie va rembourser 333 millions d'euros de dette à la fin de ce mois-ci alors que le quart de la population vit en dessous du seuil de pauvreté...

Cette logique, ce régime social contre lequel se bat la révolution tunisienne, n'est pas strictement tunisien. C'est une partie d'un système mondial. Chez nous, la dette est une source essentielle de devises et irrigue toute l'économie néocoloniale. C'est comme si on avait des plantations dans une région aride et que l'eau d'irrigation était primordiale pour maintenir cette culture en vie et productive. Il faut assurer un flux continu de devises, sinon le système

s'écroule. Et la dette est, avec le tourisme, une des sources essentielles de devises. D'ailleurs, tout a été restructuré de manière à rapporter le maximum de devises. On privatise à tort et à travers et, lorsqu'on a tout privatisé, on se met à faire de la vente au détail : celui qui veut construire un aéroport vient et fait son marché. Dans ce système, la dette est un régulateur. Par exemple, aujourd'hui les recettes touristiques baissent, l'investissement baisse, donc la dette grimpe pour maintenir le régime social en vie.

En outre, la dette ne sert pas seulement aux industriels, aux enseignes de la grande distribution (Carrefour, Géant, Casino) ou aux investisseurs, mais aussi aux riches Tunisiens qui, lorsqu'ils font du profit, l'envoient à l'étranger pour le transformer en devises. En octobre, l'Université du Massachusetts a publié une étude sur la fuite des capitaux qui montre que 27 milliards d'euros ont déserté le pays. À ce rythme-là, c'est un miracle que la Tunisie tienne toujours debout !

Cela fait deux ans maintenant que l'on se bat pour un moratoire de la dette et les choses commencent à bouger. À Attac, nous voulons nous attaquer à la

dette pour stopper le système, nous voulons une autre économie. Lorsqu'on a commencé notre campagne, le gouverneur de la banque centrale m'a appelé en m'accusant de vouloir faire s'écrouler l'économie. J'ai répondu que c'était effectivement notre intention, car c'est une économie qui fait beaucoup de mal à 99% des Tunisiens et dont on ne veut plus. » ■

« LES MARCHÉS SONT VOLATILES »



## « Le FSM va traiter des questions prioritaires pour la société civile tunisienne »

Entretien avec Alaa Talbi, directeur de projet au Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES), collectif créé en 2011 qui émane de nombreux comités de soutien aux luttes sociales de ces dernières années en Tunisie. Le FTDES est membre du Secrétariat tunisien du forum social mondial. À la veille du Forum 2013, Alaa Talbi évoque les enjeux liés à la tenue de celui-ci en Tunisie.

### Êtes-vous inquiet par le contexte politique actuel en Tunisie ?

À la mort de Chokri Belaïd, j'étais effondré. Je le connaissais très bien, nous étions dans le même cercle démocratique. Nous avons attiré l'attention du gouvernement sur l'importance du mouvement salafiste et de ses idées au sein de la société ; nous avons tiré la sonnette d'alarme sur cette menace réelle, mais les institutions de l'État n'ont pas réagi. J'ai vécu sa mort comme celle qui a touché des personnalités en Algérie dans les années 1990. À l'époque, je vivais à la frontière et ces événements m'ont choqué comme le décès de mon ami Chokri. Je veux que tout le monde sache que nous n'avons pas peur et que nous ne changerons pas nos habitudes. Nous allons continuer notre combat, nous sommes prêts à le payer de notre vie, l'essentiel est de garantir la justice sociale et d'être fidèle au sang des martyrs. Le mouvement révolutionnaire a débuté en 2008 avec l'insurrection du bassin minier et cela va continuer. Je ne suis pas inquiet, parce que nous sommes dans une phase transitoire, le contexte politique est marqué par la continuité du processus révolutionnaire ; la lutte sociale est encore récente, il y a des grèves générales chaque semaine. Et les revendications sont les mêmes que pendant la révolution : la justice sociale, l'égalité, la dignité.

### Comment se prépare le forum social mondial dans ce contexte ?

Tout d'abord, il ne s'agit pas d'un forum tunisien, mais d'un forum mondial en Tunisie. Le Comité de pilotage rend compte de la dynamique tunisienne, africaine, maghrébine et internationale. Il y a eu plusieurs rencontres préparatoires internationales, à Monastir en juillet 2012, puis à Tunis en décembre, et enfin à Hammamet, en février 2013. Et nous avons participé à plusieurs événements internationaux pour bien préparer le FSM, il y a eu des séminaires en France, des rencontres en Égypte et en Algérie.



### Que va apporter le FSM 2013 aux mouvements de la société civile en Tunisie ?

Nous attendons plus de 50 000 personnes qui viendront du monde entier ; cet événement va être le plus important en Tunisie depuis l'indépendance. La solidarité internationale joue bien entendu un rôle dans la phase de transition démocratique dans laquelle nous sommes en Tunisie actuellement, car ce processus se nourrit d'échanges et d'expériences pour aboutir. Le fait d'avoir plusieurs dizaines de milliers de participants au Forum, la présence de mouvements internationaux à Tunis, tout cela va constituer un apport considérable pour la société civile tunisienne et au Maghreb, et un acte de soutien pour les forces démocratiques en Tunisie. Ce Forum est en ce sens un symbole très fort pour les personnes éprises de liberté, de justice sociale et d'équité.

Le FSM peut également nous permettre d'investir de nouvelles questions, peu abordées jusque-là, telles que la question paysanne : jusqu'à présent, il n'y avait pas vraiment de mouvement paysan en Tunisie comme il en existe dans d'autres pays. Plus généralement, après le 14 janvier 2011, il y a eu un « tsunami associatif » en Tunisie, mais ces organisations ont maintenant besoin d'un renforcement de leurs capacités. Le FSM va aider à cela, et inciter les organisations à travailler ensemble. Et, compte tenu des circonstances actuelles, nous espérons une participation importante de l'ensemble des forces démocratiques. Ainsi, la présence quantitative et qualitative d'Attac est attendue, afin que le travail fourni par l'organisation au plan international puisse être valorisé et partagé au cours de ce forum social mondial.

Deligne - Iconovox

Un Forum social thématique a aussi eu lieu fin janvier à Porto Alegre ainsi qu'un Forum social africain à Kinshasa.

Nous avons choisi le campus de l'université d'Al-Manar car c'est une université connue pour avoir été le lieu de l'effervescence du mouvement de gauche tunisien dans les années 1970, un choix qui n'a pas fait plaisir aux tenants de l'ancien régime. Nous

avons fait du lobbying auprès du gouvernement actuel afin qu'il dégage une enveloppe pour restaurer le site, mais je tiens à souligner qu'il n'a pas donné son avis sur notre programme.

### Quels sont les thèmes qui vont le plus intéresser les Tunisien-ne-s au FSM ?

Le FSM va traiter des questions prioritaires pour la société civile tunisienne, car la plupart des activités sont en rapport direct avec le contexte actuel du pays. Aujourd'hui, on est confronté à des questions telles que celles de la justice transitionnelle, de la dette, des modèles de développement, de la justice sociale, de la transparence, du mode de gouvernement, de la lutte contre la corruption, de la citoyenneté, de l'égalité ou encore la question du lien entre religion et politique... c'est-à-dire tout ce qui est en rapport avec la période de transition démocratique et le contexte politique dans lequel se trouve la Tunisie. Cependant, les axes thématiques du FSM sont variés : ils vont de l'approfondissement radical des processus révolutionnaires et de décolonisation au Sud et au Nord à un monde débarrassé de toute hégémonie et de toute domination impérialiste ; de la construction d'une société humaine fondée sur les principes et les valeurs de dignité, de diversité, de justice, d'égalité entre tous les êtres humains à la liberté de circulation et à la construction du processus démocratique d'intégration et d'union entre les peuples. Il y aura également des forums sociaux thématiques à Tunis juste avant le FSM ou en parallèle avec lui : le Forum social Sciences et démocratie, puis le Forum social de l'Habitat, le Forum des parlementaires et le Forum des autorités locales, avec pour but l'implication totale des Tunisien-ne\_s dans la dynamique du FSM.

Le FSM crée des moments privilégiés d'échange au sein la société civile internationale et avec les sociétés civiles locales. Les mouvements sociaux vont s'exprimer et s'articuler entre eux, c'est une formidable opportunité pour rebâtir des rapports entre ceux qui souffrent le plus de la situation de crise. C'est la rencontre qui va enrichir l'ensemble des mouvements sociaux qui tendent finalement vers des buts communs. La reconnaissance des similitudes, l'apport d'expériences les uns aux autres vont favoriser la convergence. ■

### Pour aller plus loin

- \* le site du forum social mondial : [fsm2013.org](http://fsm2013.org)
- \* le dossier sur le site d'Attac : [france.attac.org/forum-social-mondial-de-tunis](http://france.attac.org/forum-social-mondial-de-tunis)

### Pour s'informer pendant le FSM

- \* le blog de la délégation Attac au FSM : [blogs.attac.org/forum-social-mondial-de-tunis](http://blogs.attac.org/forum-social-mondial-de-tunis)
- \* Le portail collectif d'information : [forum-social.info](http://forum-social.info)
- \* facebook et twitter @attac\_fr

